



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement**

Marseille, le **25 SEP. 2025**

**Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux**

**Arrêté n° 2025-216-MED  
portant mise en demeure à l'encontre de la société SUD MARINE SHIPYARD  
de mettre en conformité ses installations sises à Marseille (13002)**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône  
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les dispositions des articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 (Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N°2020-269-ENR en date du 13 octobre 2023 enregistrant les installations chantier de réparation navale exploitées par la société SUD MARINE SHIPYARD, et situées au niveau des formes 1, 2 et 7 du Grand Port Maritime de Marseille (13002) ;

**Vu** la visite d'inspection effectuée le 28 mai 2025 par l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence Alpes Côte d'Azur (DREAL) et son rapport établi le 20 juin 2025 à l'issue de cette visite ;

**Considérant** que la société SUD MARINE SHIPYARD exerce une activité de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, enregistrée au titre de la rubrique n°2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 28 mai 2025 susvisée et de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, l'inspection de l'environnement (DREAL) a constaté les faits suivants :

- la société SUD MARINE SHIPYARD ne procède pas à l'analyse mensuelle des rejets aqueux issus des formes, et ne mesure pas en continu les paramètres pH et température ;
- la société SUD MARINE SHIPYARD n'a pas été en mesure de fournir les documents justifiant du bon état et de la vérification annuelle des bouches incendie ;
- la société SUD MARINE SHIPYARD ne dispose pas d'un registre permettant de connaître à tout instant la quantité de peinture stockée et les peintures sont stockées dans un conteneur qui ne dispose d'aucune rétention, ni d'aucun système de détection incendie.

**Considérant** que ces constats caractérisent respectivement un manquement aux dispositions des articles 2.1.3, 2.6.1 et 2.6.7 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 13 octobre 2023 susvisé ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SUD MARINE SHIPYARD de régulariser sa situation au regard de l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 13 octobre 2023 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** la transmission du projet d'arrêté et du rapport de l'inspection DREAL du 20 juin 2025 susvisé à l'exploitant le 8 septembre 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**Considérant** les observations formulées par la société SUD MARINE SHIPYARD en date du 12 septembre 2025 ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

La société SUD MARINE SHIPYARD dont le siège social est situé boulevard des bassins de radoub, Grand Port Maritime de Marseille 13002, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 1, 2 et 7 du Grand Port Maritime de Marseille (13002) est mise en demeure, **dans un délai d'un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté :

- de respecter les dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 13 octobre 2023 susvisé en réalisant des analyses mensuelles des rejets aqueux issus des formes de radoub, et en mettant en place les dispositifs de mesure en continu des paramètres débit, pH et température.
- de respecter les dispositions de l'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 13 octobre 2023 susvisé en transmettant le dernier rapport de vérification (de moins d'un an) justifiant du bon fonctionnement des bouches incendie.
- de respecter les dispositions de l'article 2.6.7 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 13 octobre 2023 susvisé en réalisant le stockage des peintures dans des conteneurs maritimes dédiés, munis d'une rétention correctement dimensionnée et d'un système de détection incendie avec alarme.
- de respecter les dispositions de l'article 2.6.7 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 13 octobre 2023 susvisé en disposant d'un document permettant de connaître à tout instant la quantité de peinture stockée dans les conteneurs maritimes.

## ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à la société SUD MARINE SHIPYARD

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est également transmise pour information maire de Marseille.

## ARTICLE 4

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de **deux mois** à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ARTICLE 5

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;
- le maire de Marseille,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale adjointe

**Marie-Pervenche PLAZA**